

Journal de 13 heures

En déclarant que la France était prête à monter une opération avec des Européens et des Africains pour arrêter ces atrocités, Alain Juppé veut mettre la communauté internationale au pied du mur

Jean-Claude Nancy, Isabelle Marque

TF1, 16 juin 1994

Alain Juppé estime par ailleurs que les responsables des génocides du Rwanda devraient être jugés un jour.

[Jean-Claude Nancy :] Pas d'écho du côté des partenaires européens et africains de la France aux propos tenus hier [15 juin] par Alain Juppé concernant le Rwanda. Vous le savez, le ministre des Affaires étrangères avait affirmé que la France serait prête à intervenir sur le terrain si les massacres se poursuivaient. Alain Juppé voulait donc ainsi rallier la communauté internationale.

C'est que sur le terrain, malgré le cessez-le-feu annoncé hier [15 juin], eh bien, les exactions se poursuivent. Le point avec Isabelle Marque.

[Isabelle Marque :] À Kigali cette nuit, les armes se sont faites entendre à nouveau après plusieurs heures d'accalmie [diffusion d'images de combats dans Kigali]. Les pourparlers entre gouvernementaux et rebelles reprennent aujourd'hui. Mais sur place, la situation n'a guère changé. Pour tous ces réfugiés, des adultes, des enfants, des vieillards qui continuent à affluer [diffusion d'images de réfugiés].

Mais aussi pour les associations humanitaires restées sur place qui travaillent dans des conditions très précaires : il n'y a plus d'avion depuis le 5 juin, les équipes médicales sont submergées par le nombre de blessés et l'ap-

provisionnement en médicaments, en nourriture pose de graves problèmes [diffusion d'images de réfugiés puis de personnes grièvement blessées, dont des enfants].

[Une humanitaire [elle s'exprime en anglais mais ses propos sont traduits] : "Nous n'avons plus d'eau, nous n'avons plus d'électricité", nous dit cette femme. "La population nous aide ici mais c'est très dur de remettre l'hôpital en route".]

Dans cette tourmente, la MINUAR – la force de l'ONU envoyée au Rwanda – est dérisoire. 450 observateurs sans armes et sans moyens, complètement désemparés, qui attendent les 4 500 autres promis par l'ONU.

En déclarant hier [15 juin] que la France était prête à monter une intervention avec des Européens et des Africains pour arrêter ces atrocités, Alain Juppé veut mettre la communauté internationale au pied du mur. Mais malgré ces images terribles, malgré l'horreur du massacre de 40 enfants, l'appel est resté sans réponse. Pour tous, il est urgent d'attendre [diffusion d'images de gens massacrés].

Et dans le quotidien *Libération* ce matin, Alain Juppé estime que les responsables des génocides du Rwanda devraient être jugés un jour. Et il en appelle encore une fois [la vidéo s'interrompt].